

**MALDIVES**

**La libération d'un artiste et d'un cyberdissident met en lumière les failles du système judiciaire**

*Index AI : ASA 29/001/2006*

*ÉFAI*

Mercredi 22 février 2006

**FLASH**

Amnesty International se réjouit de la libération ce mercredi 22 février 2006 des prisonniers d'opinion Ahmad Ibrahim Didi et Naushad Waheed. L'organisation exhorte cependant le gouvernement à prendre les mesures qui s'imposent afin de réformer le système de justice pénale, dans le but d'empêcher les arrestations à caractère politique à l'avenir.

*« Ahmad Ibrahim Didi et Naushad Waheed ont fait l'objet de procès, contraires aux règles d'équité les plus élémentaires, au seul motif qu'ils avaient exprimé leur opinion, de façon pourtant pacifique, a déclaré Abbas Faiz, responsable des recherches sur l'Asie du Sud à Amnesty International. Leur libération est une bonne nouvelle, mais elle survient beaucoup trop tard. Nous demandons instamment au gouvernement de remettre en liberté tous les autres prisonniers d'opinion incarcérés aux Maldives.*

*« Ce cas met en lumière l'urgence qu'il y a à réformer le système de justice pénale afin d'en finir avec les arrestations arbitraires et les procès inéquitables, fréquents aux Maldives », a ajouté Abbas Faiz.*

Ahmad Ibrahim Didi avait été condamné à la réclusion à perpétuité en 2002 pour avoir participé à la production de *Sandhaanu*, magazine en ligne diffusé par courrier électronique. *Sandhaanu* contenait des articles critiques à l'égard du gouvernement et circulait largement au sein de la société maldivienne. Naushad Waheed, artiste et caricaturiste, avait été arrêté en 2002 après avoir contacté Amnesty International et pris part à des débats réprochant l'action du gouvernement.

Parmi les autres personnes détenues aux Maldives pour avoir exprimé pacifiquement leur opposition à la politique du gouvernement, figurent Mohamed Nasheed, membre d'un parti d'opposition, et Jennifer Latheef, prisonnière d'opinion condamnée au terme d'un procès inique en octobre 2005 pour avoir participé à des manifestations à Malé, la capitale. ●

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>**